

ZOLTÁN SERFÖZÖ
(Université de Szeged – Hongrie)

La naissance de l'Etat Albanais et la création de l'économie nationale

Au cours du XIX^{ème} siècle le mouvement national albanais était en retard de plusieurs décennies à l'égard des mouvements grec, serbe et bulgare. Bismarck n'avait pas raison quand même au congrès de Berlin en 1878 en disant: "L'Albanie n'est qu'une notion géographique."¹ La création de la Ligue Albanaise à Prizren trois jours avant l'ouverture du congrès montrait qu'il s'agissait d'un réel mouvement national tendant à créer un Etat. L'élite politique presque entièrement musulmane dirigée par Abdul Frasheri avait l'intention d'obtenir une autonomie dans l'Empire ottoman. Le 14 juin 1878 la Section de Shkodra (Scutari) de la Ligue Albanaise a envoyé un mémorandum au congrès en demandant l'autonomie territoriale. A l'Assemblée de Frashra, le 10 novembre prochain, La Ligue insistait le besoin de l'unification de quatre vilayets: Jannina, Scutari (Shkodra), Monastir (Bitola), Uskud (Skopje).² Ces quatre vilayets feraient la partie d'une Province Autonome Albanaise qui aurait le même statut que celui de Crète. Au congrès de Berlin la Porte se servait de la Ligue Albanaise comme argument important contre les aspirations serbes et grecques. Après avoir exécuté les décisions du congrès le mouvement albanais est devenu inutile et même dangereux pour le gouvernement turc surtout que la Ligue a essayé d'établir des relations avec la Monarchie Austro-Hongroise en vue de réaliser ses buts nationaux. C'est pourquoi la Porte a dissous la Ligue Albanaise les 20-22 avril 1881 en mettant en déroute ses troupes militaires qui dirigeaient déjà des villes importantes comme Skopje, Shkodra et Pristina.³ Après la chute de la Ligue de Prizren l'élite capable de diriger le mouvement national devait continuer ses activités politiques à l'étranger dans les différentes associations des émigrés. Dans les trois décennies prochaines des importantes sociétés albanaises déployaient des activités à Sofia, à Bucharest, en Italie et même aux Etats-Unis sous la direction de l'évêque orthodoxe, Fan Noli. Le nom de cette dernière association était Vatra (le mot signifie en albanais le foyer aussi comme en roumain).⁴

1 Géza Czirbusz: Albánia és az albánok (Albanie et les Albanais). Budapest 1915. p.3.

2 Emil Niederhauser: Az albán nemzeti mozgalom kezdetei (Les commencements du mouvement national albanais) 1878-1912. Valóság 1978. nr. 12. p.55.

3 Ibidem

4 Géza Czirbusz: op.cit. p.11.

La révolution des Jeunes Turcs en 1908 – malgré les attentes albanaises – n'a pas modifié essentiellement la situation des territoires habités par les Albanais. C'est pourquoi les Albanais ont déclenché plusieurs insurrections dans les années 1910–12 contre le pouvoir central. Le 4 septembre 1912 le gouvernement turc a garanti l'autonomie partielle aux quatre vilayets.⁵

Pour la majorité des Albanais bien différents à leur culture, religion et dialecte cette autonomie semblait être satisfaisante. Mais le 9 octobre 1912 l'éclatement de la première guerre des Balkans a créé une situation tout à fait nouvelle.

Les succès militaires de l'alliance serbo-monténégrino-greco-bulgare ont rendu impossible aux territoires albanais dont 70% de la population étaient musulmans d'obtenir l'indépendance dans les cadres de l'Empire turc. L'armée serbe a occupé Kosove et le vilayet de Skopje, celle des Monténégrins assiégeait Shkodra, les Grecs ont bloqué Jannina. Ces trois Puissances ne laissent aucun doute qu'elles partageraient volontiers les quatre anciens vilayets entre eux sans tenir compte leurs caractères ethniques. Le problème ethnique ne pouvait pas causer du souci aux vainqueurs potentiels car le premier ministre serbe, Pasic, a déclaré: "on peut assimiler les Albanais du point de vue culturel et national, d'intégrer entièrement leurs régions à la Serbie comme ce fut le cas en 1878 pour Nis, Pirot, Leskovci et Vrania."⁶

Parmi les organisations des émigrés celle de Bucharest a réagi le plus vite. Elle tenait une réunion au début du novembre 1912 sous la présidence d'Ismail Qemal qui était le représentant de l'opposition libérale du parlement turc. Selon les décisions adoptées le 5 novembre: "le gouvernement ottoman étant actuellement incapable d'administrer le pays, il faut que les Albanais rassemblent leurs forces pour créer un comité dirigeant, qui prendra dans les mains le gouvernement du pays et qui s'efforcera que la nation albanaise ne sorte pas vaincue et ne demeure à aucun égard derrière les autres nations".⁷

Le groupe dirigé par Ismail Qemal s'est chargé d'organiser l'Assemblée Nationale Albanaise. A cause de la guerre il était difficile de convoquer les dirigeants religieux et militaire. Ça n'a réussi qu'à la fin du novembre à Vlora. Cette ville de l'Albanie centrale située au bord de la mer n'était pas menacée par les troupes de la coalition ennemie. *Le 28 novembre l'Assemblée de Vlora a proclamé l'indépendance de l'Albanie.*⁸ Cet acte, ce moment-là avait des motifs défensifs contre les voisins qui avaient organisé déjà leur vie nationale. Malgré toute l'importance historique la proclamation de l'indépendance aurait été formelle si l'Assemblée de Vlora n'avait pas commencé la création du nouvel État. C'est ainsi l'Assemblée a formé le premier

5 E. Niederhauser: op. cit. p.58.

6 Stefanaq Pollo: La proclamation de l'indépendance, grand tournant dans l'histoire du peuple albanais. Tirana 1983. p. 25.

7 Arben Puto: Les forces nationales face au diktat impérialiste dans l'organisation de l'Etat albanais (1912–1914). Tirana 1983. p. 12.

8 Gárdos Miklós. Magyar királyné a trianoni trónon (Une reine hongroise au trône de Tiranon). Budapest 1996. p. 26.

gouvernement national albanais présidé par Ismail Qemal. Selon les décisions de l'Assemblée le gouvernement de Vlora devrait être provisoire qui dirigerait le pays jusqu'à l'adoption définitive du système constitutionnel de l'Albanie sous le contrôle du Conseil des Anciens. Le premier ministre Ismail Qemal a retenu le portefeuille très important des affaires étrangères à soi-même.⁹ Il a nommé le bey Abdi Toptani le ministre des finances, le bey Libohovo Mufid le ministre de l'intérieur, le pacha Mehemed Dralla le ministre de la défense nationale.¹⁰ Le gouvernement de Vlora a commencé la formation des forces de l'ordre public, la création de l'armée nationale et celle d'un système judiciaire suivant des modèles européens. Il a élaboré des projets pour commencer l'enseignement public en langue albanaise à partir du septembre 1913.¹¹

Le gouvernement de Vlora devait affronter deux problèmes sérieux dès sa naissance. D'une part il devait obtenir sa reconnaissance face au peuple albanais bien partagé par la langue, la religion et la culture, d'autre part il devait se défendre contre les troupes de l'alliance balkanique. Au début de l'année 1913 le premier gouvernement albanais n'avait du pouvoir effectif qu'au territoire de quelques milles de kilomètres carrés du triangle Vlora-Berat-Luschnje. L'armée serbe a occupé Durres, Tirana et Elbasani, celle de la Grèce a pris Jannina, les Monténégrins ont continué à assiéger Schkodra.¹² Il était évident que l'indépendance albanaise dépendait des intérêts et des rapports des grandes puissances européennes et ceux des pays balkaniques.

Au cours des deux guerres des Balkans entre le 17 décembre 1912 et le 12 août 1913 la Conférence des Ambassadeurs des grandes puissances tenait ses assises à Londres avec des interruptions courtes. Les négociations de paix entre l'Alliance des Balkans et la Turquie se déroulait parallèlement dans la capitale anglaise. Le problème des territoires albanais a été inscrit à l'ordre du jour même au jour de l'ouverture de la conférence. Les représentants des six grandes puissances ont chargé le délégué austro-hongrois et italien – à cause de leurs intérêts particuliers – d'élaborer le projet de la structure détaillée de l'autonomie albanaise. Le 17 décembre les grandes puissances arrivent à tenir compte d'une Albanie autonome dans l'Empire turc sans mentionner le gouvernement de Vlora.¹³ Selon la conception des diplomates européens la création de l'Etat albanais n'est possible qu'à l'aide extérieure: le rôle de la Grande-Bretagne à la Grèce et celui de la Russie à la Bulgarie donnerait l'exemple. Le gouvernement de Vienne saisisait volontiers la possibilité: le contrôle commun austro-italien lui paraissait favorable. Avant une année de l'éclatement de la première guerre mondiale ce projet n'avait aucune réalité. En mars 1913 le ministre des affaires étrangères de la Monarchie Austro-Hongroise, Berthold s'est retiré de cette affaire en disant que le contrôle commun austro-italien provoquerait la protestation française et russe. C'est

9 A. Puto: op. cit. p. 14.

10 B. Mattyasovszky Dezső: Albénia államalakulása (La création de l'Etat albanais). Pozsony (Bratislava) 1914. pp. 71–72.

11 A. Puto: op. cit. p. 14.

12 B. Mattyasovszky: op. cit. p. 72.

13 A. Puto: op. cit. pp. 24–29.

pourquoi le projet de deux puissances présenté à la conférence le 8 mai 1913 a proposé à établir deux commissions internationales pour diriger et contrôler l'organisation de l'administration de l'Albanie. Chaque commission se composerait six délégués des grandes puissances et un représentant albanais.¹⁴ Paul Cambon, l'ambassadeur français a éliminé les représentants albanais dans son contre-projet du 20 mai parce que ceux-ci renforceraient sans doute les positions des Puissances centrales dans les commissions à cause de leurs sentiments antigrecs et antisérbes. Le débat de la question albanaise s'est fini le 29 juillet.¹⁵ Selon la décision contenant 11 points l'Albanie serait une monarchie indépendante au principe de la primogeniture dont le premier souverain serait désigné par les six grandes puissances. Il ne s'agissait plus d'une autonomie au sein de l'Empire Turc car la Grèce et la Serbie en se partageant la Macédonie ont séparé les territoires albanais et turcs dans les guerres des Balkans (il est vrai que la Bulgarie vaincue dans la deuxième guerre des Balkans ferait aussi la même chose). Le deuxième point des décisions a exclu toute sorte de la souveraineté turque sur l'Albanie. La neutralité du nouvel État a été garantie par les grandes puissances. L'administration et les affaires financières seraient contrôlées par une commission internationale de sept membres. Pour assurer l'ordre public on a organisé une gendarmerie internationale dirigée par des officiers suédois payée par les grandes puissances et indépendante des autorités albanaises. Les grandes puissances se sont chargées de nommer le nouveau souverain dans les six mois. La commission internationale a été placée au dessus de l'administration albanaise jusqu'à la formation du gouvernement national définitif et elle resterait dans le pays encore dix années.¹⁶

Donc le gouvernement de Vlora n'a pas été reconnu par les grandes puissances. Le 17 octobre 1913 la Commission internationale a commencé ses activités après une longue discussion. Il était assez difficile de trouver un délégué albanais qui convenait à tous. La cooptation du bey Libohovo Mufid a été jugé par le consul austro-hongrois, Petrovich comme un succès pour la diplomatie autrichienne.¹⁷

L'Albanie a été dessinée sur la carte de l'Europe à la conférence de Londres. Il faut souligner l'importance historique de cet événement. Sans l'intervention des grandes puissances – surtout celle de l'Autriche appuyée par l'Allemagne – les Albanais pourraient devenir "les Kurdes des Balkans". L'élite albanaise était quand même déçue. le gouvernement d'Ismail Qemal a essayé de faire accepter l'Albanie contenant les quatre vilayets de la Ligue de Prizren à la conférence de Londres en disant que la majorité de la population de ces territoires était albanaise. Le 11 août la conférence a pris la décision concernant les frontières. Jusqu'au novembre les Comités des Frontières ont fixé les lignes définitives.¹⁸ La déception des Albanais était énorme. Dans son éditorial du 14 août l'organe du gouvernement de Vlora, la *Perlindje e Shqypies* (La

14 Ibidem

15 Ibidem

16 B. Mattyasovsky: op. cit. pp. 90–95.

17 A. Puto: op. cit. p. 32.

18 S. Pollo: op. cit. pp. 27–31.

Renaissance de l'Albanie) comparait le pays privé de la Kosovo et de la Cameri à une personne sans bras ni jambes. Ismail Qemal espérait qu'un jour les conditions favorables seraient réunies pour que l'Albanie réalisât son rêve : "la Kosovo a été et sera albanaise".¹⁹

Il est vraie que 40% de la population albanaise restaient en dehors des frontières de la nouvelle Albanie. La frontière monténégrino-serbo-albanaise a coupé le massif ethnique albanaise en plusieurs parties. L'existence de l'Etat sur un territoire fixe assurait quand-même la possibilité du commencement de la création de l'économie nationale après la première guerre mondiale.

Le développement économique s'est lié à la stabilisation politique attaché à Ahmed Zogu. Après les troubles du début des années 20 Ahmed Zogu a été élu président de la République le 31 janvier 1925. Le 31 août il était couronné comme "Roi des Albanais" (pas "Roi de l'Albanie" à la grande perplexité de Belgrade)²⁰ Sa règne s'est finie par l'invasion italienne en avril 1939. La stabilité politique entre 1925 et 1939 assurait un milieu favorable pour le commencement de la formation de l'économie nationale albanaise.

Pour moderniser le pays il était absolument nécessaire de créer une banque centrale moderne. Avant 1925 même une monnaie nationale n'existait. Il n'y avait aucune tradition bancaire non plus. C'est pourquoi la fondation de la Banque Nationale de l'Albanie le 2 septembre 1925 à Rome avait une importance historique. Tous les 100 000 parts de fondateurs de 1,25 franc or ont été souscrits entièrement par le Credito Italiano. Les 495 000 actions de 25 francs or ont été partagées comme suit.²¹

Credito Italiano	15 000
Banca Commerciale	30 000
Banca di Roma	30 000
Autres banques italiennes	20 000
Banque Commerciale de Bâle	50 000
Banque Zadrouga de Belgrade	
Banque Serbe de Zagreb	50 000
Banque Adriatique et Danubienne	
Banque Serbo-Albanaise de Cetinje	
Ugo Vialli, Roma	40 000
Vinc. Azzolini, Roma	25 000
Massimo Aureli, Roma	30 000
Bey Ajet Lithova, Roma	40 000
Pascha Nechet Vlora, Roma	52 000
Bey Ejrem Vlora, Tirana	58 000

¹⁹ Ibidem

²⁰ Gárdos Miklós: op. cit. p. 48.

²¹ C. Colloctronis: L'organisation bancaire dans des pays balkaniques et les capitaux étrangers. Paris 1934. pp. 184-187.

On peut constater que 44,4% des actions ont été souscrites par les banques et les actionnaires italiennes. La participation des banques yougoslaves n'avait que 10,1%. Elle a été même par les actionnaires albanaises qui ont souscrit 28,2% des actions.

L'activité de la Banque Nationale Albanaise était complexe parce qu'elle était une banque d'émission et une banque de crédit à la fois. Elle devait assurer la valeur de la monnaie nationale. Le franc-or a été instauré le 5 juillet 1925. Jusqu'à 1939 il était basé sur un système montaire monométallique-or complet. Dans certaines années la parité-or de la monnaie albanaise a atteint 70%. Jusqu'à l'occupation italienne la Banque Nationale de l'Albanie n'avait besoin aucun sorte du contrôle des changes. Elle assurait la stabilité et la convertibilité de la monnaie nationale d'une politique monétaire bien prudente. Étant donné qu'elle était la seule banque de dépôt jusqu'à 1933, la Banque Nationale de l'Albanie jouait un rôle décisif dans la vie économique du pays. La banque accordait du crédit surtout par des traites et par des crédits lombards.²²

	Crédits taux.	Traites	Crédits lomb.
1929	5058m	1782m	1071m
1930	6352m	2317m	1122m
1931	7031m	3206m	1326m
1932	5726m	2660m	779m
1933	3318m	2486m	473m
1934	3026m	2211m	513m
1935	3772m	2543m	664m
1936	4372m	2646m	1171m
1937	4810m	2970m	1124m
1938	6138m	3182m	1627m

On peut voir que l'Albanie a été touchée aussi par la crise monétaire internationale. Concernant l'accord de crédit l'année de point était 1931. Jusqu'à la fin de la décennie la Banque Nationale n'a pas réussi à atteindre le même niveau.

Dans les pays balkaniques la création de l'économie nationale avait deux bases importantes: l'intervention de l'Etat et les exportations des capitaux surtout françaises et anglaises. Quant à la première elle était très limitée pendant la période donnée. Le budget national était en déficit chaque année. Ces déficits ont été couverts par les emprunts d'Etat italiens. Presque la moitié du budget revenait au ministère de la défense nationale. Les dépenses de l'administration centrale, celles du Parlement et celles de la Cour royale étaient à la deuxième place.²³ Le nouveau État avait des difficultés pour assurer son existence même. C'est pourquoi il ne pouvait pas jouer le même rôle dans la vie économique que dans certains pays de l'Europe de l'Est à la fin du XIX^{ème} siècle.

²² Albánia (Albanie) Bulletin du Bureau de Statistique de Budapest. Budapest 1940. p. 2/IX.

²³ Ibidem p. 4/XIII.

La majorité des capitaux est venue de l'Italie et s'est réalisée par la Banque Nationale de l'Albanie. Ces emprunts garantis par l'Etat italien et certains investissements infrastructureux (reconstructions des routes, des ponts et des ports). On peut constater une large participation des capitaux étrangers dans les investissements industriels aussi. C'est surtout les mines où les Sociétés italiennes avaient des intérêts. La *Sindicato Italiano Giacimenti Minerali Albanese* a investi dans l'exploitation du lignite, la *Societa Italiana Minieri di Selenica* a développé les mines de bitume. Jusqu'à la fin de la décennie les Italiens ont monopolisé l'exploitation du pétrole. En 1938 5% des besoins italiens dont se servait la flotte ont été couverts par le pétrole albanais. Les capitaux étrangers ont pénétré jusqu' à l'industrie alimentaire aussi. Les actionnaires anglais possédaient 62,5 % des actions de la brasserie de Shkodra.²⁴

On n'a pas des données exactes sur le développement du revenu national pendant cette période. Selon l'estimation assez douteuse du ministre de l'économie nationale, Mehdi Frasherri le revenu nationale en 1930 faisait 101 750 000 francs-or. Ce chiffre a été calculé d'après les impôts, donc le revenu national réel devait être plus élevé. Ce qui est le plus intéressant – selon les données de Frasherri – c'est la composition du revenu national :²⁵

Agriculture	60 000 000	francs-or	58,9%
Élevage	30 000 000	"	29,4%
Mines (lignite, bitume)	5 000 000	"	4,9%
Cuisson du sel	3 000 000	"	2,9%
Pêcherie	2 000 000	"	1,9%
Autres choses	1 750 000	"	1,7%

La nouvelle économie albanaise était presque entièrement dominée par l'agriculture. Elle ne s'est pas modifiée jusqu' à la deuxième guerre mondiale. La formation de la vie bancaire, la monnaie nationale stable, les investissements dans l'infrastructure, le développement de l'industrie des mines ont montré que les cadres politiques de l'existence nationale albanaise avaient déjà les bases économiques.

24 Ibidem p. 2/X.

25 Ibidem p. 1./VII.